

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **85**
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : SDIS 85

Correspondant : M. le directeur départemental d'incendie et de secours de la Vendée, Mme Martine Chaillout cheffe du service de la commande publique, Les Oudairies BP 695 85017 LA ROCHE SUR YON Cedex. tél. : 0251451010, télécopieur : 0251454951, Courriel : scop@sdis-vendee.fr,

Adresse internet : <http://www.sdis85.com>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://sdis85.e-marchespublics.com>.

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Ordre et sécurité publics.

Objet du marché : **maintenance des portes sectionnelles, des rideaux métalliques et des portails coulissants du sdis de la vendée.**

CPV - Objet principal : 50000000.

Objets supplémentaires : 44221200.

Objets supplémentaires : 44221300.

Lieu d'exécution : SDIS de la Vendée, direction et centres de secours,

Code NUTS : |FRG05|.

L'avis implique l'établissement d'un accord cadre.

Accord-cadre avec un seul opérateur.

Durée de l'accord-cadre : 48 mois.

Valeur minimum estimée (H.T.) : 0 euros.

Valeur maximum estimée (H.T.) : 200000 euros.

Nombre de reconductions éventuelles : 3.

Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles : L'accord-cadre commence au 1er janvier 2019 ou à la date de sa notification si postérieure, et se termine le 31 décembre 2019. Il est reconductible tacitement 3 fois par période d'un an. Il est reconductible tacitement 3 fois par période d'un an. La reconduction peut être enclenchée dans deux cas :

- Au 1er janvier de chaque période.

- En cas d'atteinte du montant maximum avant la fin de la période en cours. Dans ce cas, la reconduction est d'une durée d'un an à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les

règlementent : délai global de paiement de 30 jours à compter de la réception de la facture (article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016)

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Marché réservé: non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

-Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

-Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail -Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2) -Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays -Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Autres renseignements demandés:

- Autres renseignements demandés : DUME (Concernant la partie IV du DUME, le candidat peut se contenter de déclarer qu'il satisfait à tous les critères de sélection exigés tels qu'indiqués dans l'avis et les documents de marché). Le signataire de l'accord-cadre doit être le représentant légal ou une personne ayant reçu un pouvoir.

La liste complète des documents à fournir (offre et candidature) est indiquée au règlement de la consultation.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- Coût (sous-critères : coût de la maintenance préventive jugée sur le DEQ 60 pts, coût horaire technicien 20 pts, coût de déplacement 10 pts, coût des moyens de levage 10 pts) : 60%;
- Caractéristiques opérationnelles (sous-critères : mode opératoire lié à l'exécution de l'accord-cadre 40 pts, moyens humains liés à l'exécution de l'accord-cadre 30 pts, moyens techniques liés à l'exécution de l'accord-cadre 30 pts) : 40%.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 09 novembre 2018 à 12:00.

Délai minimum de validité des offres : 120 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MA1814.

Renseignements complémentaires : La valeur de 200 000 euros HT indiquée est la valeur maximale sur la durée globale de l'accord-cadre, reconductions comprises. Pour chaque période, la valeur maximale est de 50 000 euros HT.

Date limite d'obtention : 09 novembre 2018 à 12:00.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

Les offres doivent être déposées électroniquement sur la plateforme : <http://sdis85.e-marchespublics.com>

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19 octobre 2018.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : SDIS de la Vendée

Correspondant : Mme Martine Chaillout, cheffe du service de la commande publique , adresse internet : <http://sdis85.e-marchespublics.com> .

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : SDIS de la Vendée

Correspondant : Mme Martine Chaillout cheffe du service de la commande publique , courriel : scop@sdis-vendee.fr , adresse internet : <http://sdis85.e-marchespublics.com> .

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : SDIS de la Vendée

Correspondant : Mme Martine Chaillout cheffe du service de la commande publique , adresse internet : <http://sdis85.e-marchespublics.com> .

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nantes 6 allée de l'Ile Gloriette CS 24111 44041 NANTES cedex , tél. : 0240994600 , télécopieur : 0240994658 , courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr .

Organe chargé des procédures de médiation : DIRECCTE des Pays de la Loire Immeuble Skyline Mail Pablo Picasso BP 24209 44042 NANTES cedex 1 , tél. : 0253467998 , télécopieur :

0253467998 , courriel : paysdl.polec@direccte.gouv.fr .

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Tout recours gracieux peut être adressé au SDIS de la Vendée dans un délai de deux mois à compter de la date de notification d'une décision. Dans les conditions fixées par le code de justice administrative français (cja), peuvent être formés devant le tribunal administratif de Nantes : - un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (art. L551-1 à 12 et R551-1 à 6 cja) ; - un référé contractuel, après la signature du contrat, dans les 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution au jeu et pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat, ou à défaut d'un tel avis, dans les six mois à compter du lendemain de la date de conclusion du contrat (art. L551-13 à L551-23 cja); - un recours en excès de pouvoir formé contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée ou à partir d'une décision implicite de rejet (art. R421-1 à 7 cja); - pour les concurrents évincés ainsi que pour tout tiers intéressé, et après la signature du contrat, un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées en application des décisions du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 et n° 398445 du 30 juin 2017. Le code de justice administrative français est consultable sur le site officiel " legifrance - le service public de la diffusion du droit " : <http://www.legifrance.gouv.fr>.